



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Environnement  
Réf. FB

## SOUS-PREFECTURE D'APT

### ARRETE

N° 90 du 26 juillet 2006

**autorisant le changement d'exploitant d'une carrière  
située sur le territoire de la commune d'OPPEDE, au lieu-dit «Ribas de Petit»**

-----  
LE PREFET DE VAUCLUSE  
Chevalier de La Légion d'Honneur

- VU le code minier et ses décrets d'application ;
- VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V – titre Ier ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 86 du 17 juillet 1997 portant autorisation d'exploitation de carrière et ses installations annexes à OPPEDE par la Société HUGOT SA ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 67 du 4 juin 2004 prescrivant le renouvellement des garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la Société HUGOT à OPPEDE au lieu-dit «Ribas de Petit» ;
- VU la demande de changement d'exploitant formulée par la Société PIERDECO INTERNATIONAL le 1<sup>er</sup> juin 2006 ;
- VU les renseignements et engagements joints à la demande précitée ;
- VU les rapports et propositions de l'inspecteur des installations classées du 9 juin 2006 ;

**VU** l'avis motivé de la Commission Départementale des Carrières du 26 juin 2006 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SI2006-05-16-0030-PREF du 16 mai 2006, portant délégation de signature à M. Michel GILBERT, Sous-Préfet d'APT ;

**SUR** proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

La Société PIERDECO INTERNATIONAL, dont le siège social est Le Triangle - 235 rue Léon Foucault – Parc de la Durance – 13857 AIX EN PROVENCE Cedex 3, est autorisée à se substituer à la Société HUGOT SA pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Ribas de Petit » sur le territoire de la commune d'OPPEDE, dans l'intégralité des droits et obligations attachés aux arrêtés préfectoraux des 17 juillet 1997 et 4 juin 2004.

### **ARTICLE 2** :

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux précités sont applicables au nouvel exploitant en ce qu'elles ne sont pas modifiées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 3** :

La Société PIERDECO INTERNATIONAL doit adresser à Monsieur le Sous-Préfet d'APT avant le début d'exploitation de la carrière le document attestant la constitution des garanties financières assurant la remise en état de sa carrière d'OPPEDE.

Ce document est élaboré conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de garanties financières.

### **ARTICLE 4** :

La société PIERDECO INTERNATIONAL déposera un dossier de cessation d'activité avec ou sans demande de modification des conditions de réaménagement dans les délais réglementaires.

### **ARTICLE 5** :

Une copie du présent arrêté devra être conservé à la mairie d'OPPEDE pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie d' OPPEDE pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la Sous-Préfecture d'Apt par le maire concerné. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

#### ARTICLE 6 :

Un avis sera inséré, par les soins du Sous-Préfet d'APT, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de Vaucluse.

#### ARTICLE 7 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### ARTICLE 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, le Maire d' OPPEDE, le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au requérant par les soins de Monsieur le Maire d' OPPEDE ainsi qu'à Madame et Messieurs les Maires de MENERBES, CHEVAL BLANC et MAUBEC, le Directeur Régional de l' Environnement, le Directeur Régional des Affaires Culturelles, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d' Incendie et de Secours, l'Architecte des Bâtiments de France, le Chargé de Mission Régionale I.N.A.O, le Ministre de l'Agriculture et le Président du Parc Naturel du Luberon.

APT, le 26 juillet 2006

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet

*Copie certifiée conforme  
le Sous-Préfet*

  
Michel GILBERT



  
Michel GILBERT